Écoles sans murs

Revue de presse - Site internet du BICE et chroniques radio sur RCF

Juillet 2020 - septembre 2021



Articles d'actualité

4 juin 2020 - Écoles sans murs : promouvoir le droit à l'éducation https://bice.org/fr/ecoles-sans-murs-promouvoir-le-droit-a-leducation/

10 juillet 2020 - Guatemala - « Le centre les éloigne des gangs et de la violence » https://bice.org/fr/guatemala-le-centre-les-eloigne-des-gangs-et-de-la-violence/

3 septembre 2020 - Paraguay : le long chemin d'un adolescent pour accéder à l'école https://bice.org/fr/paraguay-le-long-chemin-dun-adolescent-pour-acceder-a-lecole/

15 décembre 2020 - « Il faut créer une large alliance éducative » https://bice.org/fr/il-faut-creer-une-large-alliance-educative/

27 janvier 2021 - « L'éducation joue un rôle clé pour tous ces enfants » https://bice.org/fr/leducation-joue-un-role-cle-pour-tous-ces-enfants/

28 mars 2021 - 46e session du Conseil des droits l'homme : intervention sur le Guatemala https://bice.org/fr/46e-session-du-conseil-des-droits-lhomme-intervention-sur-le-guatemala/

28 avril 2021 - Formation des partenaires. La politique de protection de l'enfant https://bice.org/fr/formation-la-politique-de-protection-de-lenfant/

1 avril 2021 - Deux histoires d'enfants sortis de la rue par Peder https://bice.org/fr/deux-histoires-denfants-sortis-de-la-rue-par-peder/

2 juillet 2021 – Réorganisées, les classes d'éducation non-formelle ont fonctionné https://bice.org/fr/cambodge-reorganisees-les-classes-deducation-non-formelles-ont-fonctionne/

Chronique radio diffusée sur RCF

04/09/2020 - Favoriser l'école pour tous au Cambodge

11/09/2020 - L'augmentation du travail des enfants, l'une des conséquences de la pandémie de Covid-19

22/01/2021 - L'éducation pour lutter contre l'enrôlement des enfants dans les gangs

12/02/2021 - Angèle : jeune femme volontaire et généreuse au Paraguay

19/03/2021 - Peder aide les enfants des rues en RDC

Écoles sans murs : promouvoir le droit à l'éducation

Date: 4 juin 2020



« Nous agissons avec nos partenaires locaux depuis plusieurs années dans ces pays. Nous avons donc élaboré ce nouveau programme Écoles sans murs au regard des difficultés d'accès à l'éducation et à la formation professionnelle que nous avons pu observer sur le terrain, explique Alessandra Aula, secrétaire générale du BICE. Ainsi, tout en étant cohérent dans son ensemble grâce à la mutualisation des expériences de chacun, il s'adapte à chaque réalité. Cela permet de répondre précisément aux besoins des enfants que nous accompagnons. Nous avons également la volonté de promouvoir une parentalité responsable et de doter les espaces éducatifs de codes de conduite pour garantir la bientraitance des enfants, en particulier des filles. »

Développer l'accès à des programmes d'éducation non formelle et à la formation professionnelle

Entre 2020 et 2023, plus de 8 000 enfants, jeunes, parents, acteurs du système socio-éducatif bénéficieront ainsi directement du programme. 45 800 de manière indirecte. Parmi les actions prévues : la création et/ou la réorganisation d'espaces éducatifs adaptés à la petite enfance ; la scolarisation ou la remise à niveau des enfants et des adolescents qui avaient décroché ;

Notre mission : Défendre les droits et la dignité des enfants partout dans le monde https://bice.org/fr/

la distribution d'une aide alimentaire et sanitaire renforcée suite à la pandémie du coronavirus ; la tenue de formations en entreprenariat. Enseignants et parents seront de surcroît sensibilisés pour faciliter l'insertion des enfants dans un parcours éducatif. Et nous mèneront deux études sur l'accès à l'éducation des enfants vivant dans des zones marginalisées. Les initiatives de plaidoyer sur les plans local, national et international viseront à améliorer l'application du droit à l'éducation dans les pays concernés par le projet.

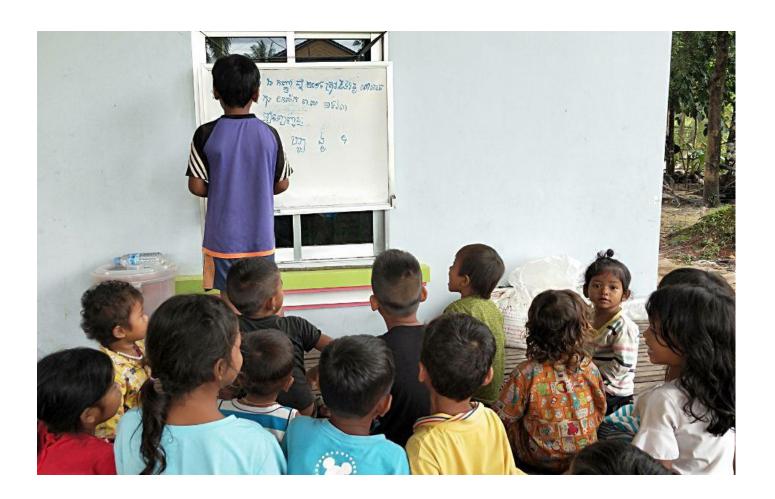
Favoriser la participation des enfants dans le cadre du programme Écoles sans murs

Le BICE et ses partenaires souhaitent aussi favoriser la participation des enfants. « Éducation aux droits des élèves ; sensibilisation des familles et communautés sur les droits de l'enfant et l'éducation positive ; création d'espaces éducatifs accueillants et protecteurs... Ces trois volets permettront de réunir les conditions nécessaires pour que les enfants deviennent acteurs de leurs droits. »

Un programme ambitieux qui a obtenu le soutien de plusieurs financeurs dont l'Agence française de développement (AFD).

Quelques actions du programme Écoles sans murs présentées par pays

Dans chaque pays, des actions adaptées aux problématiques locales seront menées. Quelques exemples.



Cambodge

Au Cambodge, les enfants vivant dans les zones reculées souffrent encore aujourd'hui d'une marginalisation scolaire. L'école publique la plus proche se situant souvent à plusieurs kilomètres. Parmi les actions prévues dans la province de Preah Sihanouk par le BICE et son partenaire Opérations Enfants du Cambodge (OEC) : la collecte de données précises sur le nombre d'enfants privés d'éducation à cause de l'éloignement géographique, le plaidoyer pour une reprise étatique progressive des initiatives d'éducation non-formelle afin de les pérenniser, l'intégration des enfants déscolarisés dans les classes d'éducation non formelle mises en place dans les villages ou encore la sensibilisation des familles et des enseignants au droit de l'enfant à vivre sans violence.



Guatemala

Au Guatemala, un enfant sur cinq risque d'abandonner sa scolarité en raison de la pauvreté et environ 70 % de ceux qui vivent dans des zones marginalisées sont contraints de travailler. À Chinautla, à la périphérie de la capitale, le BICE et son partenaire la Fondation Pedro Poveda prévoient ainsi de consolider l'accompagnement scolaire alternatif, déjà mis en place, pour les adolescents qui ont quitté l'école. Du soutien scolaire, une aide alimentaire et des activités récréatives pour les fratries sont aussi programmés. Ceci répond à la nécessité de faire en sorte que l'école ne représente pas une charge économique pour les familles. Autre action prévue : le développement de la participation des adolescents au sein du Bureau de la Jeunesse créé par la municipalité en 2018 et la valorisation de leur parole.

Notre mission : Défendre les droits et la dignité des enfants partout dans le monde https://bice.org/fr/



Paraguay

Concernant le Paraguay, le Comité des droits de l'enfant de l'ONU a déploré récemment l'absence quasi-totale de structures d'accueil et d'éducation pour les plus jeunes. Il a ainsi appelé les autorités paraguayennes a intensifié leurs efforts pour donner aux enfants des zones rurales et aux enfants autochtones accès à l'éducation, en particulier à l'éducation préscolaire. Ce pays est en effet l'un des pays latino-américains où le taux d'analphabétisation est le plus élevé. Il atteint 8,1% dans le département d'Alto Paraná où le projet se développe. Dans ce contexte, le BICE et Callescuela ont notamment prévu de sensibiliser les familles et les communautés à l'importance de l'éveil précoce. L'accompagnement nutritionnel et le suivi sanitaire des enfants les plus vulnérables est également programmé. Une mesure prise pour lutter contre les ravages de la malnutrition. Autre action : le développement de la participation des enfants aux instances territoriales.



République démocratique du Congo

En RDC, selon un rapport d'Unicef (2018), près de 7 millions d'enfants de 5 à 17 ans sont en dehors de l'école. Pour le seul Sud Kivu, les enfants vivant et/ou travaillant dans la rue étaient estimés en 2018 à 10 000, d'après le partenaire du BICE, PEDER. Une situation très préoccupante créée, entre autres, par le fait que trois quarts des dépenses liées à la scolarité des enfants sont à la charge des parents. Et ce, alors que 63,4% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Autre fléau dans les provinces du Nord et Sud Kivu, où persistent les conflits armés : les violences sexuelles. Des violences trop souvent impunies ; des victimes peu prises en charge sur le plan psychologique et social.

Dans ce contexte, le BICE et ses partenaires (PEDER à Bukavu et Ghovodi à Goma) travailleront sur plusieurs actions : la réhabilitation des enfants des rues à travers la formation et l'accompagnement psychosocial, l'autonomisation des jeunes filles victimes de violences par le biais de la formation, le plaidoyer pour une éducation gratuite et de qualité pour tous, la sensibilisation des familles et des enseignants contre les châtiments corporels...

Guatemala - « Le centre les éloigne des gangs et de la violence »

Date: 10 juillet 2020



Des progrès scolaires importants, le développement d'aptitudes artistiques, des avancées sur les plans émotionnel et relationnel, l'acquisition de connaissances dans des domaines tels que le droit à l'éducation, la sexualité, l'égalité entre les hommes et les femmes, la diversité culturelle... À Chinautla, zone urbaine d'une grande pauvreté près de Guatemala City, les actions de la fondation Pedro Podeva, soutenues par le BICE depuis trois ans, apportent un véritable soutien pour les habitants qui souffrent cruellement du manque d'accès à une éducation de qualité, à la culture et aux loisirs.

Des méthodes éducatives alternatives

Le partenaire du BICE a ainsi mis en place plusieurs actions adaptées aux différents besoins des jeunes. Une trentaine d'enfants déscolarisés, âgés entre 8 et 15 ans, bénéficient chaque année du programme d'aide individualisée, un programme d'éducation non formelle reconnu au niveau académique. Grâce à des méthodes éducatives alternatives, ils apprennent les savoirs fondamentaux (lire, écrire, compter...), tout en travaillant sur leur développement personnel et le vivre ensemble.

« Avec ce programme, les enfants ont la possibilité d'exercer leur droit à l'éducation et de terminer l'école primaire. Notre objectif est de les réintégrer sur le plan scolaire afin qu'ils puissent ensuite continuer à étudier dans le système d'éducation formel au niveau secondaire, explique Maria Camila Caicedo, chargée de programme au sein du BICE. La proposition éducative est inclusive et complète; un soutien psychologique est également prévu si nécessaire. Grâce à cet

Notre mission : Défendre les droits et la dignité des enfants partout dans le monde https://bice.org/fr/

environnement, nous constatons chez une grande majorité d'entre eux des progrès importants sur tous les plans, émotionnel, social et scolaire. »

Des espaces éducatifs et ludiques animés

Les élèves inscrits dans un établissement public et en difficultés scolaires peuvent, eux, suivre des cours de soutien dans le centre de la fondation Pedro Poveda. Plus de 180 enfants et adolescents bénéficient ainsi chaque année de ce service, au sein duquel les enseignants emploient des méthodes éducatives inclusives et positives. Enfin, le centre héberge une bibliothèque, une ludothèque et une salle informatique ouvertes à tous les jeunes de la ville. Avec plus de 1200 bénéficiaires, ces espaces éducatifs et ludiques sont un véritable succès.

Dans chacun de ces lieux, un animateur, avec parfois le soutien de bénévoles, se charge d'accompagner les enfants et adolescents. Des conseils personnalisés sont donnés ; les jeunes apprennent ainsi à rechercher des documents et à se servir d'un ordinateur de manière autonome. Dans un souci d'égalité hommes-femmes, des ateliers informatiques dédiés spécifiquement aux jeunes filles ont par exemple été menés afin de les former à cet outil et de les sensibiliser aux dangers d'Internet. Du matériel scolaire est également mis à disposition pour tous ceux qui souhaitent faire leurs devoirs. Des jeux coopératifs, de table et de plein air sont proposés. Ainsi que des ateliers artisanaux, musicaux (flûte, clavier, batucada) et de danse.

Des activités pour leur redonner confiance en eux et le goût du partage

« Ces activités participent à leur redonner confiance en eux avec notamment l'organisation de spectacles devant les familles et la communauté. Elles leur apprennent aussi le respect de l'autre, le partage. Certains adolescents volontaires ont encadré des activités comme la batucada par exemple. Ils se sont investis pour faire vivre ces lieux et accompagner d'autres jeunes. Cet aspect du programme est primordial. Grâce à ces activités, ces différentes animations, les enfants traînent moins dans les rues. Cela les éloigne des gangs et de la violence. » Le Guatemala est en effet considéré comme l'un des pays les plus violents au monde. Son taux d'homicides est très élevé (27,3 pour 100 000 hab. en 2016) ; et la majorité des crimes violents sont liés à la drogue et aux gangs.

Face à ce contexte dramatique et au succès des actions de son partenaire, le BICE a décidé de prolonger son soutien à la fondation dans le cadre du programme Écoles sans murs (2020-2023), lancé début juillet. Les activités décrites précédemment sont ainsi prolongées et développées. Quelques chiffres.

Chaque année, nous prévoyons que :

- Près de 1300 enfants de 5 à 18 ans et 100 de 18 à 25 ans accèdent aux activités de la

Notre mission : Défendre les droits et la dignité des enfants partout dans le monde https://bice.org/fr/

bibliothèque, de la ludothèque et de la salle informatique

- 225 participent à une école d'été;
- 60 enfants de 7 à 13 ans bénéficient de cours de soutien scolaire ;
- 35 enfants âgés entre 9 et 17 ans suivent le programme d'aide individualisée ;
- 450 enfants et adolescents, de l'école primaire et secondaire, participent à des ateliers et développent leurs connaissances sur leurs droits ;
- 260 parents participent à des ateliers de sensibilisation sur la parentalité positive et les droits de l'enfant
- Et 157 acteurs du système éducatif suivent une formation.











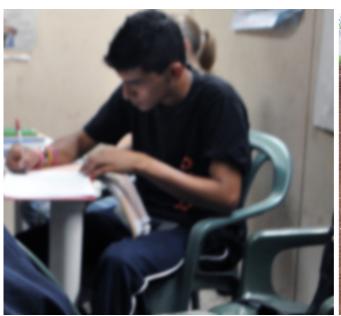
Le BICE et son partenaire s'adaptent à la crise

De plus, en réponse à la crise sanitaire provoquée par la Covid-19, le BICE et son partenaire ont complété leurs activités par des propositions adaptées. 75 familles reçoivent ainsi des denrées alimentaires ainsi que, pour leurs enfants, des jeux de table et des livres. La fondation fournit également à 67 acteurs du secteur éducatif du matériel spécifique ; afin de les aider à transmettre les gestes barrières et à mener des discussions sur le virus avec leurs bénéficiaires.

« Au Guatemala, les mesures prises dès le 5 mars pour limiter la diffusion de la Covid-19 ont malheureusement eu des répercussions socio-économiques dramatiques sur les plus vulnérables. Et notamment les familles travaillant dans le secteur informel, qui ont déjà des difficultés à s'approvisionner en eau et nourriture. Sur le long terme, les conséquences seront particulièrement néfastes pour les populations rurales et indigènes. Il semble donc plus que jamais indispensable d'être présent à leurs côtés », conclut Maria Camila Caicedo.

Paraguay : le long chemin d'un adolescent pour accéder à l'école

Date: 3 septembre 2020





« On dit que l'école est gratuite mais ce n'est pas vrai, souligne Augusto. Il faut acheter l'uniforme, les livres, les fournitures scolaires. Mon père ne m'a jamais reconnu. Alors quand ma mère est tombée malade et qu'elle est partie se faire soigner en Argentine, j'ai été hébergé par ma tante. Elle ne pouvait pas m'aider financièrement, ne me soutenait pas pour l'école. J'avais 11 ans et j'étais très seul. »

« Quand on est enfant, personne ne nous écoute »

Courant 2016, Augusto finit par arrêter l'école. « J'ai essayé de continuer mais les professeurs nous demandaient souvent de l'argent pour réaliser telle ou telle activité scolaire. Je ne pouvais pas payer. J'étais rejeté et la direction de l'établissement ne s'en préoccupait pas. Quand on est enfant et que l'on n'a rien, personne ne nous considère, ne nous écoute. »

Augusto se met alors à faire des petits boulots pour gagner un peu d'argent. Il se réinscrit à l'école en 2018. Non sans difficultés en raison de problèmes de papiers d'identité*. L'année suivante, l'adolescent se prépare à entrer en 1re année de Moyenne. Mais là, son inscription est refusée. Toujours pour des problèmes administratifs. « Heureusement, j'ai déménagé ce qui m'a permis de croiser la route de Callescuela (partenaire du BICE). Cette association m'a accompagné dans les démarches auprès des établissements scolaires. Elle m'a beaucoup aidé...J'ai ainsi pu faire ma rentrée scolaire en février 2020. »

Notre mission : Défendre les droits et la dignité des enfants partout dans le monde https://bice.org/fr/

« Apprendre à distance est vraiment difficile »

Augusto, ravi, jongle entre son travail d'assistant maçon le matin et l'école l'après-midi. « Je travaille beaucoup mes devoirs. Je veux y arriver. Je sais qu'étudier est pour moi la seule façon de m'en sortir. Et de réaliser mon rêve de devenir ingénieur sur les chantiers. » Avec la crise sanitaire et la fermeture des écoles, Augusto avoue que la tâche est difficile. « Apprendre, faire ses devoirs à distance, par Whats Apps, est vraiment difficile. Il m'arrive de ne rien comprendre à ce que notre enseignant nous demande, sourit-il, mais je m'accroche. Je veux vraiment réussir. »

*Le nom qui figure sur son document d'identité diffère un peu de celui connu par l'administration éducative. Le fait que son père ne l'ait pas reconnu à la naissance pose également problème.

Le BICE et Callescuela au Paraguay

Le BICE appuie Callescuela depuis plusieurs années au Paraguay. Dans le programme Écoles sans murs (2020-2023), les deux associations œuvreront pour développer l'éducation préscolaire. Et soutenir les élèves de 6 à 17 ans les plus vulnérables par le biais notamment du soutien scolaire.

Rappelons que le Paraguay est l'un des pays latino-américains où le taux d'analphabétisme est le plus élevé. Il atteint 8,1% dans le département d'Alto Paraná où le projet se développe.

« Il faut créer une large alliance éducative »

Date: 15 décembre 2020



Une coopération basée sur la responsabilité et la solidarité

« La coopération internationale est fondamentale pour promouvoir le Pacte éducatif mondial, a insisté Domenico Simeone, doyen de la faculté des Sciences de l'éducation de l'Université catholique de Milan. Mais nous devons repenser les principes sur lesquels la coopération s'appuie afin qu'elle soit véritablement fondée sur l'éthique de la responsabilité et le principe de solidarité. » Pour changer les relations entre le « Nord » et le « Sud », il est ainsi nécessaire que le développement soit reconnu comme un droit et non comme un acte de générosité. « Nous avons besoin de dialogue et de confiance entre tous les acteurs sur le terrain. La coopération internationale doit garantir que chacun, par l'éducation, puisse développer des valeurs universelles telles que la dignité humaine, l'égalité des droits, la justice sociale, la solidarité internationale dans un esprit de responsabilité universelle commune et partagée. Et ce, bien sûr, dans le respect des différentes traditions culturelles. »

Le droit à l'éducation du Paraguay au Mozambique

Trois partenaires locaux du BICE ont présenté, lors de la conférence, leurs projets éducatifs inclusifs et innovants. Dans lesquels l'écoute de l'élève joue un rôle central. Au Paraguay, Callescuela a décrit le projet <u>Écoles sans Murs</u> lancé avec le BICE en juillet dernier. Son objectif ? Favoriser une éducation de qualité dès le plus jeune âge ; et aider les enfants qui travaillent déjà à se maintenir dans le système scolaire. Pour cela, Callescuela propose notamment aux plus petits (1-5 ans) des espaces éducatifs et récréatifs informels ; organise des cours de soutien scolaire pour les 6-17 ans ; leur met à disposition le matériel éducatif nécessaire (salle informatique,

Notre mission : Défendre les droits et la dignité des enfants partout dans le monde https://bice.org/fr/

bibliothèque...) ; ou encore sensibilise les familles à la parentalité positive et à l'égalité des genres.

Le Bureau des droits de l'homme de l'archevêché du Guatemala a lui décrit le programme Tuteurs de résilience développé avec le BICE, en partenariat avec l'université catholique de Milan. Pilier de l'accompagnement des enfants en situation de vulnérabilité, la résilience les aide en effet à trouver en eux les ressources nécessaires pour cicatriser leurs blessures visibles et invisibles. Au Guatemala, ce programme a la particularité de s'adresser à des professionnels de l'enfance et de l'éducation de plusieurs pays : le Guatemala, le Salvador et le Honduras. Des pays, confrontés à la pauvreté et à la violence, et où les conditions de vie sont très difficiles.

Après le passage du cyclone Idai en 2019, ce programme Tuteurs de résilience a également été mis en place, avec les Frères des écoles chrétiennes, au Mozambique, l'un des 10 pays les plus pauvres au Monde.

Les disparités éducatives exacerbées par la crise sanitaire

Avec la pandémie, la création d'une « *large alliance éducative* », comme l'a demandé le Pape, semble d'autant plus urgente. La crise a en effet exacerbé les disparités éducatives existantes. Un grand nombre d'enfants, de jeunes et d'adultes parmi les plus vulnérables - les habitants des zones pauvres ou rurales, les filles, les réfugiés, les personnes en situation de handicap et les personnes déplacées de force - risquent de ne pas reprendre leur scolarité. 23,8 millions d'enfants et de jeunes, selon les <u>estimations des Nations unies</u>.

Selon Domenico Simeone, il est impératif dans ce contexte de redéfinir « le modèle de développement qui doit être promu par l'éducation », « de renouveler la passion pour une éducation ouverte et inclusive », « de former des personnes capables de reconstruire le tissu des relations pour une humanité plus fraternelle ». Et afin que l'éducation reprenne toute sa place dans les sociétés, il faut faire comprendre aux gouvernements que former les jeunes générations n'est pas une dépense, « mais un levier pour la croissance et le développement d'un peuple ».

« L'éducation joue un rôle clé pour tous ces enfants »

Date: 27 janvier 2021



Quels sont les gangs présents au Guatemala?

Les maras sont les gangs les plus actifs au Guatemala. Ce mot vient des fourmis « Marabunta » au Brésil, qui lorsqu'elles se déplacent dévastent tout sur leur passage. L'image est parlante! Il existe deux maras au niveau international et national : Mara 18 qui a émergé aux États-Unis et Mara Salvatrucha qui vient du Salvador. Ces deux gangs sont présents au Guatemala depuis les années 1980.

Chaque mara est formée de « clikas », des groupes implantés dans les quartiers et composés de jeunes locaux. Ces groupes respectent les règles strictes de leur mara, sont impliqués dans des activités illégales et criminelles, revendiquent le contrôle de certains territoires, collectent des « impôts » auprès des commerçants... Ils expriment leur identité à travers des symboles, des signes communs. La violence y est omniprésente. Selon des sources policières, les enfants qui y participent ont entre 8 et 17 ans. Les adultes, entre 18 et 33 ans. 95 % sont des hommes.

Comment expliquer leur apparition au Guatemala?

Leur implantation s'explique par la proximité avec le Salvador. Mais pas seulement. Pendant les conflits armés internes au Salvador, au Guatemala et au Nicaragua, des milliers de personnes, y compris des jeunes hommes, sont partis aux États-Unis, souvent de façon irrégulière. Beaucoup rencontrèrent des difficultés à s'intégrer. Et, en raison de leur familiarité avec les armes, certains ont rejoint la mara 18 ou la mara Salvatrucha. De retour dans leur pays, après avoir été expulsés, la plupart a conservé des liens avec sa mara, recréé un groupe en reproduisant le même

Notre mission : Défendre les droits et la dignité des enfants partout dans le monde https://bice.org/fr/

fonctionnement, les mêmes règles et comportements.

Et leur expansion?

Ces gangs sont présents aujourd'hui dans de nombreuses provinces du pays. Leur développement s'explique par plusieurs facteurs. Parmi eux, le conflit armé (1960-1996), l'instabilité démocratique, la pauvreté* et les fortes inégalités sociales, un système éducatif défaillant, des services sociaux saturés et inefficaces, le manque de perspectives pour les jeunes... Il faut aussi savoir que la violence est omniprésente dans les relations sociales au Guatemala. Le conflit armé notamment a laissé un héritage de violence qui persiste encore.

Comment cela se passe dans la zone défavorisée dans laquelle vous intervenez ?

Dans le quartier pauvre et marginalisé de Chinautla, les membres du gang harcèlent, menacent les enfants et les adolescents pour qu'ils collaborent avec eux. Comme ils ont le contrôle des quartiers, ils leur assurent qu'ils seront en sécurité, leur offrent de l'argent, de la reconnaissance. Ils profitent des besoins émotionnels et économiques des enfants et adolescents. La toxicomanie est aussi l'une des stratégies employées pour attirer de nouveaux jeunes dépendants vers le trafic. Les enfants à partir de 8 ans sont en effet utilisés pour transporter la drogue. Ils sont intégrés dans la mara à partir de 12- 13 ans. Il faut savoir que quitter cette organisation peut signifier la mort.

Comment aidez-vous les jeunes de ces quartiers ?

Nous gérons un centre socio-éducatif à Chinautla. Il accueille des enfants en difficultés scolaires ou qui ont décroché. Certains sont par exemple trop âgés pour être acceptés par une école primaire publique. Le centre propose également de l'aide aux devoirs à ceux qui sont inscrits dans le public, ainsi que des activités culturelles. Il met à disposition de tous une bibliothèque, une ludothèque, une salle informatique. Et a un programme de bourses pour aider les élèves à poursuivre leurs études.

Concrètement quels sont les effets?

L'éducation peut jouer un rôle clé pour tous ces enfants. L'apprentissage de connaissances, de compétences les aidera à accéder à un travail, à disposer d'un revenu, ce qui réduit l'attrait financier des activités criminelles. Au sein de l'école, ils appartiennent à un groupe, celui des « élèves », et sont reconnus, valorisés. La fondation Poveda leur transmet aussi des valeurs de vie en communauté, de respect de l'autre, essentielles pour une société plus apaisée au Guatemala.

Notre mission : Défendre les droits et la dignité des enfants partout dans le monde https://bice.org/fr/

Pouvez-vous nous raconter l'histoire d'un enfant que la fondation a aidé ?

Début 2019, la fondation a accueilli un adolescent de 14 ans en 5^e année de l'école primaire. Au bout de quelques mois, il a commencé à ne plus venir le jeudi. Et un jour, il est arrivé à l'école le visage tuméfié. Il ne voulait rien dire. Nous avons rencontré ses parents, avons longuement discuté avec les trois jusqu'à ce qu'il accepte de nous raconter.

Il trainait le jeudi avec des jeunes d'un gang qui voulaient l'intégrer et s'est retrouvé au milieu d'une rixe entre deux groupes. Il était effrayé, avait peur des deux clans. Nous avons d'abord accepté qu'il étudie à distance pour ne pas qu'il sorte de chez lui ; puis c'est son grand-père qui l'a emmené à l'école. Cela lui a permis de prendre ses distances avec le gang. Et cela lui a donné confiance en nous, en ce que l'éducation pourrait lui apporter. Aujourd'hui, il poursuit ses études, travaille bien et a un super comportement avec ses camarades.

Vous voulez ajouter quelque chose?

Il existe sans aucun doute des liens entre l'éducation et la réduction de la criminalité. Il est donc essentiel que les États s'engagent à offrir une éducation gratuite et de qualité à tous les enfants, et adolescents. La scolarisation peut les aider à se projeter et à avoir confiance en l'avenir, peut les aider à se concentrer sur la réalisation de leurs rêves, peut les mener à un métier. Les droits des enfants, dont le droit à l'éducation, sont trop souvent bafoués. Ils doivent redevenir la priorité des gouvernements.

*21,5% de la population vit dans l'extrême pauvreté, 57% dans la pauvreté. Et 65% des habitants ont moins de 25 ans.

46e session du Conseil des droits l'homme : intervention sur le Guatemala

Date: 28 mars 2021



Les impacts de la crise

-Le système pénitentiaire a suspendu les visites personnelles dans les centres de détention depuis le 16 mars 2020 pour éviter la contagion dans des lieux de détention déjà saturés. Il en résulte que les services sociaux, les programmes parentaux et la formation professionnelle offerts aux enfants et adolescents détenus ont été gravement touchés. Les enfants détenus ne peuvent pas partir et n'ont pas eu d'autres moyens de communication pour rester en contact avec leur famille. Au Guatemala, le système pénitentiaire est surpeuplé à 270% et certaines prisons fonctionnent jusqu'à 10 fois leur capacité. La pandémie du Covid-19 a exacerbé les obstacles auxquels sont confrontés les travailleurs sociaux et les institutions travaillant avec les enfants et les adolescents incarcérés.

-La situation de plus de 10,5 millions de personnes qui vivaient déjà dans la pauvreté avant la crise s'est aggravée. Malgré les efforts du gouvernement, par le biais entre autre du programme *Family Bonus*, de nombreuses limites ont été décelées dans l'identification des bénéficiaires, en raison notamment de l'absence d'un registre consolidé des personnes en situation de vulnérabilité.

-Les enfants et les adolescents se sont heurtés à des obstacles supplémentaires pour accéder à l'éducation en raison de la pandémie. Les programmes éducatifs en ligne et télévisés n'étaient pas accessibles à tous. 30% des foyers du pays ne disposent pas de télévision et 83% n'ont pas accès à Internet.

Notre mission : Défendre les droits et la dignité des enfants partout dans le monde https://bice.org/fr/

Le BICE et ses organisations membres du Guatemala se sont dits préoccupés par la lenteur de la procédure judiciaire dans le cadre de l'incendie du foyer Hogar Virgen de la Asunción en 2017. 41 filles étaient décédées et les 15 survivantes ont été confrontées à des retards et des obstacles importants pour accéder à la pension qui leur a été accordée par le Congrès en 2018.

Les recommandations du BICE et de ses partenaires locaux

Les recommandations suivantes ont été formulées :

- Effectuer périodiquement des tests de dépistage de la Covid-19 dans les centres de détention pour enfants et adolescents afin de prendre les mesures appropriées en cas de résultats positifs.
- Libérer les enfants et adolescents emprisonnés qui ont commis des délits mineurs.
- Garantir que les activités sociales, médicales, psychologiques, parentales et de formation dans les lieux de détention et d'accompagnement sont dûment menées, dans le respect des mesures de distanciation sociale.
- Accélérer les procédures judiciaires dans le cas du Hogar Virgen de la Asunción et octroyer sans plus tarder la pension attribuée en 2018 aux survivantes.
- Mieux se remettre de la Covid-19 avec des plans spécifiques à long terme pour éliminer la violence contre les enfants à l'école, dans la famille, dans les lieux de détention, et dans d'autres contextes.

Formation. La politique de protection de l'enfant

Date: 28 avril 2021



La politique de protection de l'enfant (PPE) vise à protéger tous les enfants et adolescents des risques de violence au sein des structures qui les accueillent. Elle promeut un climat de bientraitance qui assure le respect de leur dignité et de leurs droits. La protection est en effet une partie indissociable de l'éducation. Les écoles offrent un espace privilégié où enfants et adolescents, enseignants et personnel éducatif peuvent apprendre et adopter des comportements sociaux bienveillants qui contribuent à la prévention de la violence à l'école, mais aussi en dehors, dans la famille et au sein de la communauté.

La formation sur la politique de protection de l'enfant, organisée par le BICE, fournit aux professionnels des organisations partenaires des notions théoriques et des outils pratiques pour promouvoir une culture du bientraitance et de lutte contre la violence et les abus sexuels. Soutenue par l'Agence française de développement (AFD) et l'Unesco, elle s'organise en cinq modules animés par des intervenants experts. Un espace d'échanges avec les participants y est valorisé.

« Actualiser notre politique de protection avec la participation des enfants »

Notre mission : Défendre les droits et la dignité des enfants partout dans le monde https://bice.org/fr/

La première session, le 15 avril dernier, portait sur l'importance et la signification d'une politique de protection. Présentée par Carmen Serrano Navarro, psychopédagogue, diplômée en philosophie et titulaire d'un master en développement et coopération internationale, avec une spécialisation Droits de l'homme, elle a réuni 27 représentants de deux organisations partenaires, l'association Callescuela du Paraguay et la Fondation Pedro Poveda du Guatemala.

« Cette première formation était très intéressante. Elle a notamment insisté sur la nécessité d'actualiser notre politique de protection de l'enfance pour répondre aux besoins liés à l'évolution des pratiques sociétales (Internet par exemple) et pour être en conformité avec les réformes législatives. Une actualisation qui doit être menée avec la participation active des enfants et adolescents », commente l'un des participants. «Cela m'a rappelé qu'il est essentiel que tout le personnel de notre structure connaisse bien le processus de prise en charge d'un enfant victime (psychologique, juridique...) afin de le protéger au mieux », ajoute un autre bénéficiaire de la formation.

Interviendront aux modules suivants d'autres experts : Carme Tello, psychologue clinicienne (Espagne) ; María Paulina Pérez, psychologue (Chili) ; Juan Alonso Cózar, pédiatre (Espagne) et Alessandra Campo du Centre pour la protection des mineurs de l'Université Grégorienne (Italie).

Cinq modules de formation

Les thèmes abordés seront :

- -les mesures de prévention, d'intervention et de protection ;
- -les critères de recrutement du personnel ;
- -le traitement des cas de violence ;
- -l'utilisation appropriée des technologies de l'information pour assurer la sécurité et la protection des enfants et des adolescents.

Suite aux cinq modules, les deux institutions participantes se sont engagées à mettre à jour leur politique de protection actuelle ; ainsi qu'à diffuser les information et outils appris pendant la formation au niveau local.

https://bice.org/fr/

Deux histoires d'enfants sortis de la rue par Peder

Date: 1 avril 2021



Accompagnés sur le plan psycho-affectif, scolaire, administratif, ils ont réussi à se réinsérer socialement, à retrouver le chemin de l'école, à dépasser leur histoire difficile. Pascaline fréquentait les maisons de tolérance et se prostituait quand Peder* lui a proposé de l'aider. Elle avait 13 ans. « Elle voyait encore ses parents mais ces derniers, séparés depuis quelques années, sans domicile fixe, en situation de grande pauvreté, ne s'occupaient pas d'elle. Elle avait arrêté l'école en 2^e année de primaire faute de moyens. Cette situation instable l'avait menée jusqu'aux maisons de tolérance », explique un éducateur de Peder.

Dans la rue entre ses 4 et 6 ans

Lumière, lui, s'est enfui de chez son père alors qu'il avait 4 ans parce qu'il était maltraité par sa belle-mère. Il passait ses nuits sous les étalages du grand marché de Bukavu et dans les parkings. Il se nourrissait avec ce qu'il trouvait dans les poubelles. Pendant deux ans, il a survécu ainsi dans la rue.

Ce sont lors de maraudes que des éducateurs ont rencontré Pascaline et Lumière. « Nous allons régulièrement au-devant des enfants lors de sorties à pied dans la ville, d'actions de prévention en extérieur. Nous avons aussi installé plusieurs points d'écoute, et l'un des quatre centres dePeder se trouve en plein cœur de Bukavu, près du marché et des animations qui attirent les enfants et les adolescents des rues. Cette proximité nous rend accessibles. Et facilite le contact, la confiance. »

« Ces bébés, nés dans la rue, n'ont quu'ne infime chance de s'en

Notre mission : Défendre les droits et la dignité des enfants partout dans le monde https://bice.org/fr/

sortir »

Actuellement, ils sont plus de 10 000 enfants à vivre seuls dans les rues de Buvaku, selon Peder. Un chiffre qui ne cesse d'augmenter depuis quelques années ; en raison notamment de la dégradation des conditions de vie de la population (chômage, pauvreté, non scolarisation des enfants) et d'un exode rural important dû à l'insécurité dans les villages. Les populations fuient en effet les conflits armés. « Nous observons également un nouveau phénomène. De nombreux jeunes des rues de Bukavu commencent à avoir des enfants. Ces bébés, nés dans la rue, n'ont qu'une infime chance de s'en sortir. C'est vraiment alarmant. »

Soutenus, rescolarisés, formés...

Par ses actions (écoute, prévention, formation...), Peder soutient chaque année plus de 1 000 enfants ; 600 sont pris en charge dans l'un de ses quatre centres. Ils bénéficient alors d'un accompagnement psychologique, de cours d'alphabétisation ou de remise à niveau. Ils participent à des ateliers résilience, à des groupes de discussion ou encore à des activités sportives et créatives. En parallèle, les éducateurs tentent de retrouver leurs familles et de renouer des relations, quand c'est possible. Ensuite, les enfants sont soit « rescolarisés », s'ils en ont encore l'âge et la motivation, soit formés à un métier.





Médiation familiale

Pascaline a ainsi suivi une formation de couture et s'est spécialisée en broderie. Soutenue sur le plan matériel par Peder, elle a ouvert son atelier et s'en sort bien aujourd'hui. Lumière, lui, qui n'avait jamais été à l'école, a suivi des cours d'alphabétisation avant d'être inscrit en primaire. Les éducateurs ont aussi repris contact avec son père. Lumière est retourné vivre avec lui mais cela ne

Notre mission : Défendre les droits et la dignité des enfants partout dans le monde https://bice.org/fr/

s'est pas bien passé. Une médiation familiale a alors débuté avec sa grand-mère maternelle. Il vit depuis chez elle et s'est parfaitement intégré. Actuellement en 3e année du secondaire, il a de bons résultats. De tels parcours nous encouragent, nous motivent. »

*Programme d'encadrement des enfants des rues de la congrégation des sœurs de Sainte Gemma

Cambodge. Réorganisées, les classes d'éducation non formelle ont fonctionné

Date: 2 juillet 2021



« La qualité de l'éducation - tout comme l'accès à la santé - reste un défi important au Cambodge, souligne le partenaire du BICE, <u>Opérations Enfants du Cambodge</u> (OEC). Et la pandémie de covid-19 a eu un impact négatif. Beaucoup d'enfants et d'adolescents ont perdu le lien avec leur école pendant le confinement. Et n'y sont pas retournés quand elles ont rouvert en septembre. » Les zones rurales ou montagneuses reculées, telles que la province de Preah Sihanouk dans laquelle se déploie le programme <u>Écoles sans murs</u>, sont particulièrement concernées par ce phénomène.

Dans les classes d'éducation non-formelle implantées dans six villages isolés et soutenues par le BICE, les personnels d'OEC ont ainsi dû aller de nouveau à la rencontre de certains parents pour leur expliquer l'importance de l'éducation pour leurs enfants. Et pour apaiser leur crainte de la covid-19. Un travail qui a porté ses fruits. En parallèle, un protocole sanitaire a été mis en place pour prévenir la propagation du virus : pas plus de 15 en classe, distanciation sociale, port du masque, règles d'hygiène...

Un enseignement axé sur la pratique et le jeu

Grâce à cette nouvelle organisation, les classes d'éducation non-formelle ont réussi à transmettre les enseignements de base à leurs jeunes élèves âgés entre 6 et 14 ans. Ainsi, 80% des enfants scolarisés dans ces classes savent lire, écrire et compter. L'objectif étant qu'ils acquièrent une équivalence pour entrer plus tard dans une école publique. « Les enseignants de nos six écoles utilisent une approche centrée sur l'élève dans laquelle la pratique et le jeu ont une place importante. Et cela marche très bien. En plus d'acquérir de nouveaux savoirs, ils apprennent à penser par eux-mêmes, à exprimer leurs idées et leurs sentiments. Nous sommes attachés au fait qu'ils développent une bonne compréhension de l'autre par l'interaction sociale, qu'ils respectent la différence. Cela passe aussi par l'apprentissage de leurs droits. »

L'égalité des genres au cœur du projet

Dans le cadre de ce projet, une attention particulière est portée à la non-discrimination et à l'égalité des genres. 60% des bénéficiaires sont donc des filles. Leur accès à l'éducation est ainsi valorisé et les parents tout comme les enfants sont sensibilisés à ce sujet. Début 2021, l'OEC est de surcroît intervenu dans cinq écoles publiques pour aborder cette question et plus largement les droits des enfants avec près de 200 enfants.

Enfin, toujours en vue d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves, deux toilettes sont en cours d'installation près des classes d'éducation non-formelle de deux villages. « Elles en étaient jusqu'alors démunies. C'est une avancée importante pour les enfants en matière d'hygiène ; travailler dans un environnement sain est essentiel », précise notre partenaire.

Fin mars 2021, face à l'augmentation des cas de covid-19, les écoles ont dû de nouveau fermer. Les classes d'éducation non-formelles ont pu rouvrir quelques jours plus tard. En raison de leur capacité à s'organiser en petits groupes. Les écoles publiques sont, elles, toujours fermées.